

[Text]

• 1640

I would like to take a look at this from another point of view, at least in part. First of all, I communicated in a letter to you a list of companies in Windsor that have been beneficiaries of a number of government policies—free trade, higher Canadian dollar, high interest rates: Charles Law of Windsor retracted to his U.S. base, a loss of 11 jobs; Advanced Genetics in Canada of Windsor has now constructed a plant in Puerto Rico; Wayne Canada of Windsor shifted its production to Indiana; Newcor of Windsor is going back to its U.S. base; Seminole Management and Engineering Company has opened a plant in Toledo; and Sheller-Globe announced about 10 days ago that it is closing and moving jobs to Mexico.

I want to narrow in on Kelsey-Hayes. I think it demonstrates a very interesting point. It goes in the opposite direction to the movement of Canadian companies into the U.S. market and leaving its essential Canadian base. Kelsey-Hayes was taken over in 1982 by Varity Corporation. The Government of Canada, along with the Government of Ontario, provided funds at that time to help out the company. Between the two of them they purchased something like \$200 million worth of shares.

We asked you—and we continue to ask of the federal government—whether it intends to take any action with respect to Varity. It undertook to produce and maintain jobs in Canada. It now is in the process of closing down Kelsey-Hayes. It has retracted in other respects, claiming job production for companies in which it has partial holdings, in no case majority holdings.

I would like to know the government's response to this particular situation as it concerns Windsor, and in general what policies with respect to those kinds of arrangements this government intends to pursue in the future to ensure that Canadian jobs do not run off to the United States in this nice global acquisition-conscious, merger-conscious global economy you project so winningly.

Mr. Bouchard: There is a lot of quantity in your question, Mr. McCurdy. If you agree, I will just read to you our agreement with Varity, for example. There is a foundation agreement that says Varity is to maintain 1,500 jobs in Canada to December 31, 1992. If these levels are not maintained, there is a penalty of \$30,000 for each job below 1,500. Varity is to maintain a quarter in Canada as long as the agreement is effective through May 1, 1993. I have not been informed that those conditions have been turned down. They are still under discussion. I have not been informed, Mr. McCurdy, that this agreement has been changed.

[Translation]

Abordons la question, partiellement du moins, d'un autre point de vue. Tout d'abord, je vous ai envoyé par lettre une liste d'entreprises de Windsor qui ont bénéficié d'un certain nombre de politiques gouvernementales, comme le libre-échange, la hausse du dollar canadien et des taux d'intérêt: il s'agit de la compagnie «Charles Law» de Windsor, qui s'est retranchée aux États-Unis, ce qui a fait perdre 11 emplois à la ville; de «Advanced Genetics» qui vient maintenant de construire une usine à Porto Rico; de «Wayne Canada» de Windsor qui a déplacé sa production dans l'Indiana; de «Newcor» de Windsor qui retourne aux États-Unis, de la «Seminole Management and Engineering Company» qui a ouvert des installations à Toledo; et de la «Sheller-Globe» qui, il a dix jours environ, a annoncé qu'elle fermait boutique et qu'elle s'installait au Mexique.

Arrêtons-nous au cas de «Kelsey-Hayes» qui est fort intéressant, car il va à l'encontre du mouvement que l'on a pu constater chez les compagnies canadiennes qui s'installent sur le marché américain, délaissant leur base canadienne essentielle. La «Kelsey-Hayes» a été reprise en 1982 par la société Varity. Le gouvernement du Canada, de concert avec le gouvernement de l'Ontario, avait à ce moment renfloué la société et avait acheté à eux deux quelques 200 millions de dollars d'actions.

Pouvons-nous savoir du gouvernement fédéral—et nous lui avons posé cette question à l'époque—s'il entend prendre des mesures à l'égard de cette société, puisqu'elle s'était engagée à maintenir sa production et ses emplois au Canada. Or, la société Varity est maintenant en train de fermer la «Kelsey Hayes». Elle s'est d'ailleurs rétractée à d'autres égards, en reprenant la production d'emplois de certaines sociétés dont elle détient des titres, sans qu'elle soit actionnaire majoritaire dans aucun des cas.

Que fait le gouvernement devant ce qui se passe à Windsor? Ensuite, étant donné que vous projetez avec tant de complaisance l'image d'une économie planétaire qui engloiterait par fusion ou par mainmise les plus petits, qu'entendez-vous suivre comme politique—surtout si l'on songe à ce type d'entente—pour éviter que le Canada perde ses emplois au profit des États-Unis?

M. Bouchard: M. McCurdy, votre question est chargée. Permettez-moi que je vous lise l'entente que nous avons conclue avec «Varity». Il s'agit d'une entente par laquelle Varity doit maintenir 1,500 emplois au Canada jusqu'au 31 décembre 1992. Si ce nombre n'est pas maintenu, la société doit verser 30,000\$ d'amende pour chaque emploi de moins. La société doit aussi maintenir des installations au Canada tant que l'entente est en vigueur, soit jusqu'au 1^{er} mai 1993. Que je sache, la société n'a pas refusé ces conditions, puisqu'elles sont encore à l'étude. Monsieur McCurdy, on ne m'a pas informé que l'entente avait été modifiée.